

COMMUNIQUE DE PRESSE



5 mai, journée internationale de la sage-femme

En France, ce sera une journée SANS sage-femme.

Invisibles, inconnues, les sages-femmes seraient-elles en voie de disparition ?

Disparition calculée, provoquée, anticipée ?

C'est la question que se posent les 24 000 sages-femmes de France qui depuis trop longtemps demandent plus de reconnaissance et de valorisation de leur métier.

La crise que nous traversons aura plus que jamais démontré que les sages-femmes sont les grandes oubliées parmi les professionnels de santé.

Oubliées pour la dotation en masques, oubliées pour réaliser les tests PCR, oubliées pour pouvoir prescrire et réaliser les vaccins anti-covid.

Pourtant, en première ligne dans les maternités et en ville.

Les nombreux oublis et erreurs dont nous avons été dernièrement victimes prouvent, s'il le fallait, la méconnaissance de notre profession par les pouvoirs publics.

En France, aucune naissance n'est possible sans la présence d'une sage-femme. Elles assurent à elles seules 80% des accouchements par voie basse. Elles sont de plus en plus sollicitées par les familles pour accompagner les naissances hors hôpital et en plateau technique (maison de naissance, domicile, salle nature...).



Responsabilité immense pour laquelle elles sont formées en 5 années, reconnues 4, avec un volume horaire indécent qui justifie pleinement la création d'une sixième année. Provoquant ainsi burn out et trop souvent renoncement des étudiant.e.s. en maïeutique.

Pour les nouveaux diplômés, les modalités d'embauche sont précaires avec des niveaux de salaires inacceptables, 1600€ dans certaines structures. Hors structure certains de leurs actes ne sont pas rémunérés car aucune cotation n'existe, notamment dans le cadre de l'exercice en maison de naissance et à domicile.

Pour un tel niveau de formation et de responsabilités, une évolution de carrière limitée et non valorisée lors de l'obtention de qualifications complémentaires amènent les sages-femmes à fuir les maternités et à se reconvertir en nombre.

Les conditions d'exercice sont inacceptables pour un pays comme le nôtre où nos maternités sont devenues des usines, où la rentabilité prime sur l'humain.

Les sages-femmes ne veulent plus être complices de cela : c'est dans nos maternités, entre autres, avec l'accompagnement des sages-femmes salariées (hospitalières , privées et territoriales) ou libérales que se prépare la société de demain. Les mères et les enfants méritent humanité, personnalisation et sécurité dans cette période précieuse de la naissance. Les femmes méritent écoute, information et des soins de qualité dans leur suivi gynécologique et contraceptif .

Après les journées d'action des 26 janvier, 10 et 24 février, 8 mars, les sages-femmes n'ont obtenu que la promesse d'un rapport de l'IGAS.

Nous ne sommes pas dupes et espérons que le gouvernement ne joue pas la montre. Les sages-femmes ne le toléreront pas.

Nous attendons des mesures fortes, concrètes, pour stopper l'hémorragie.

Nous clamerons, encore une fois, ce 5 mai, notre inquiétude et notre colère dans la rue.

Défilé parisien : rassemblement à 10h30 devant le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Départ du cortège à 11h30.

D'autres rassemblements sont prévus en province.

Contact presse ONSSF : Caroline COMBOT 0682142914

